

5 | Médiation

Conformément au code de la consommation, **le Mandataire** informe **le Mandant** qu'il peut avoir recours à un médiateur dont les coordonnées sont les suivantes : MEDIMMOCONSO - 1 allée du Parc de Mesemena - Bât A - CS25222- 44505 LA BAULE CEDEX. <https://medimmoconso.fr/adresser-une-reclamation>.

6 | Pouvoirs et obligations des parties

En considération du mandat présentement accordé, tous pouvoirs sont donnés **aux Mandataires** pour mener à bien leur mission.

LE MANDANT DEVRA :

- Déclarer avoir la capacité pleine et entière de disposer desdits biens. En outre, **le Mandant** déclare, sous sa responsabilité, ne faire l'objet, d'aucune mesure de protection de la personne (curatelle, tutelle...) ni d'aucune procédure collective, et notamment de redressement ou de liquidation judiciaires, et que les biens, objet du présent mandat, ne font l'objet d'aucune procédure de saisie immobilière ;
- Assurer **aux Mandataires** les moyens de présentation et de visite pendant le cours du mandat ;
- Fournir **aux Mandataires** l'ensemble des justificatifs de propriété ainsi que les documents, diagnostics et informations nécessaires au dossier ;
- Signaler immédiatement **aux Mandataires** toutes modifications juridiques ou matérielles pouvant modifier le dossier.

Si **le Mandant** venait à manquer à ses obligations contractuelles d'exclusivité, et décidait de vendre sans le concours du Mandataire, il devra l'en informer immédiatement, en lui communiquant les noms et adresses des acquéreurs, du notaire chargé de l'acte authentique, de l'agence éventuellement intervenue, ainsi que le prix de vente final, et ce, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel, pendant la durée du présent mandat.

Si le présent mandat porte sur un bien immobilier situé dans des zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou miniers, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité définies par décret en Conseil d'État, il est ici rappelé que conformément à l'article L 125-5 du Code de l'environnement, l'acquéreur sera informé par **le Mandant** de l'existence des risques visés par ces plans ou ce décret.

De plus, lorsqu'un immeuble bâti a subi un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles ou technologiques visés respectivement par les articles L 125-2 et L 128-2 du Code des assurances, **le Mandant** est tenu d'informer par écrit l'acquéreur de tout sinistre survenu pendant la période où il a été propriétaire ou dont il a été informé en application des présentes dispositions.

LE MANDANT AUTORISE LES MANDATAIRES :

À entreprendre toutes les démarches nécessaires pour mener à bien la mission qui leur est confiée et :

- À effectuer toute publicité et diffusion de l'annonce et des photographies en France et à l'international, sur les supports suivants : les sites internet Junot (www.junot.fr) et Unio (www.unio.fr), tous les portails immobiliers (SeLoger, Bien'ici, Belles demeures, etc.), les fiches vitrines, les supports de communication (magazine Junot, brochures, presse...), et les réseaux sociaux. Il est ici rappelé qu'en application de l'article L 134-4-3 du code de la construction et de l'habitation, les annonces relatives à la vente afférentes à des biens immobiliers soumis au DPE doivent obligatoirement mentionner le classement du bien au regard de sa performance énergétique selon des modalités définies par décret en Conseil d'État ;
- À apposer un panneau publicitaire ;
- À présenter et faire visiter les biens à vendre à toute personne qu'ils jugeront utile ;
- À adjoindre ou substituer tout professionnel de son choix pour l'accomplissement des présentes.

Pour les lots en copropriété, **le Mandant** autorise expressément **les Mandataires** :

- À demander au syndic, en son nom et à ses frais, communication et copie des documents devant être présentés ou fournis à l'acquéreur, notamment le règlement de copropriété, le carnet d'entretien de l'immeuble, les diagnostics techniques de parties communes, l'état prévu par l'article 721-2 du CCH, qu'il n'aurait pas déjà fournis **aux Mandataires**. Les documents ainsi obtenus lui seront restitués en fin de mission ;
- À réclamer toutes pièces utiles auprès de toutes personnes privées ou publiques.

OBLIGATIONS DES MANDATAIRES :

Les Mandataires s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens pour mener à bien la mission que **le Mandant** lui a confiée. À cet effet, **le Mandant** sera suivi par un collaborateur Junot dédié qui aura pour mission de coordonner les actions de mise en valeur du bien confié :

- en collaboration avec les équipes de l'ensemble des agences du groupe Junot, sur le fichier commun et sur les fichiers des partenaires français et internationaux du groupe Junot ;
- sur le site www.junot.fr, sur les supports publicitaires et internet spécialisés.

RÉÉDITION DES COMPTES :

Des comptes-rendus de commercialisation seront communiqués **au Mandant** tous les mois par téléphone et par e-mail.

Clause pénale

Pendant la durée du mandat et pendant les douze mois suivant son expiration ou sa résiliation, le Mandant s'interdit de conclure directement ou indirectement avec tout acquéreur auquel le bien aura été présenté par le Mandataire ou par un mandataire substitué.

En cas de violation de cette obligation, le Mandant sera redevable envers le Mandataire, à titre de clause pénale, d'une indemnité forfaitaire égale au montant de la rémunération prévue au présent mandat.

7 | Informatique et libertés données personnelles

En application de l'article 26 du Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données, **le Mandant** est informé que **les Mandataires** sont amenés à collecter et à traiter des données personnelles nécessaires pour l'accomplissement de leur mission, et notamment pour exécuter le présent mandat, préparer la rédaction des actes de vente, suivre le dossier, effectuer de la prospection commerciale, mettre en relation avec son réseau ou ses partenaires, et respecter ses obligations légales.

Le Mandant bénéficie sur simple demande, et à tout moment, d'un droit d'accès, de rectification, de suppression, d'opposition et de portabilité de toutes les données à caractère personnel qui ont pu être collectées ou centralisées par **les Mandataires**. Cette demande s'exerce auprès du responsable de traitement, à l'adresse suivante : rgpd@junot.fr ou par courrier au : 27 avenue Junot, 75018 PARIS, à l'attention de Mme Martine KUPERFIS.

8 | Attribution de juridiction

En cas de litige, les seules juridictions compétentes seront celles du siège social **des Mandataires**.